

Les crédits

En conclusion, je veux délaissier un peu l'agriculture pour parler encore une fois de ce que la Confédération apporte aux diverses régions du pays. Je suis certain que les députés du Bloc sont au courant d'une étude récente qui révèle que, au cours des dix dernières années, si on tient compte de ce que le Québec a reçu du gouvernement fédéral en paiements et de ce qu'il a donné au gouvernement fédéral en impôts, cette province affiche un bénéfice net de 168 milliards de dollars. Durant cette même période, l'Ontario est en déficit de 45 milliards de dollars. N'oublions pas que, à l'époque de la politique énergétique nationale, ma province voisine, l'Alberta, a dû renoncer à des recettes de 90 milliards de dollars pour appuyer les économies des deux provinces du centre du Canada. Je trouve cela très étrange que ceux d'entre nous qui veulent que notre pays reste uni soient ceux qui ont toujours payé la note et que ceux qui veulent détruire notre pays soient ceux qui ont toujours profité le plus de la Confédération sur le plan économique. Ce qu'ils disent en réalité, c'est: «Nous voulons être libres, nous voulons être seuls, mais, de grâce, continuez à nous donner de l'argent.»

[Français]

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Madame la Présidente, mon distingué collègue qui vient de me précéder, député réformiste de l'Ouest, discrédite les députés du Bloc québécois parce qu'on défend notre pays, le Québec. J'aimerais lui faire un petit cours d'histoire.

En 1837, on a dissous le gouvernement du Québec à partir de Londres. Trois ans plus tard, en 1840, on a fusionné—il n'y avait plus de gouvernement à Québec, alors cela a été facile—on a fusionné le Bas et le Haut-Canada. Mais le hic, c'est que Québec était économe et ne voulait pas s'endetter comme le gouvernement le fait depuis 1970, régulièrement mais sûrement. Le Québec n'était endetté que de 85 000 livres, alors que l'Ontario était endetté de 1,2 million de livres.

Comme il n'y avait qu'un seul gouvernement qui pouvait décider, celui de l'Ontario, on a décidé d'additionner A et B, les deux dettes et d'appeler cela, dorénavant, une dette commune. C'est comme cela que le Québec a été traité depuis des années. Aujourd'hui, on ose nous reprocher de dénoncer des iniquités. Moi, je ne l'accepte pas. Je ne l'accepte pas.

• (1515)

On offre 1,6 milliard de dollars aux producteurs de trois provinces de l'Ouest sans intérêt, sans impôt. Ils n'ont même pas l'obligation de le déclarer à l'impôt pour les dédommager de la disparition de la LTGO. Au Québec, on va pénaliser en moyenne près de 5 000 \$ chacun des producteurs laitiers et on ne leur donne absolument rien pour les dédommager. Absolument rien.

Le pire dans tout cela c'est que nos producteurs de l'Ouest vont en profiter pour diversifier leur agriculture et venir sur le marché du Québec nous concurrencer à l'aide des impôts qu'on aura donnés à ce gouvernement. Je donne ici, à titre d'exemple, de 1981 à 1991 et cela tend depuis 1991 à s'intensifier, et à partir de 1996, ce sera pire encore. Je prends, par exemple, le porc. Il

n'y a pas de gestion de l'offre dans le porc. Savez-vous qu'en 10 ans, la production de porc dans l'Ouest a augmenté de 39 p. 100, et durant la même période, diminution de 16 p. 100 au Québec. Ça va bien.

La culture en serre, en superficie, sans compter que les marchés sont autour de Québec et de l'Ontario, l'Ouest a augmenté de 67 p. 100, alors qu'au Québec on a augmenté d'à peine 46 p. 100. Je peux vous dire que chaque fois que nous en aurons la chance, les députés du Bloc québécois en cette Chambre se lèveront pour dénoncer autant des députés libéraux que des députés réformistes qui n'ont pas une vision globale de ce pays, qui n'ont jamais, pour la plupart, mis les pieds au Québec, et critiquent, disent que le Québec chiale encore, quémande encore. On a payé plus que notre part dans ce pays!

[Traduction]

M. Morrison: Madame la Présidente, j'ai bien aimé cette petite leçon d'histoire. Malheureusement, je ne vois pas quel rapport elle a avec le débat d'aujourd'hui, qui porte sur les conditions économiques actuelles au Canada.

Comme le député ne m'a laissé que très peu de temps, je vais être obligé de m'attarder seulement à une des statistiques qu'il a mentionnées. Il a parlé d'une augmentation de la production de porc de 39 p. 100, je crois, dans l'Ouest et d'une diminution de 16 p. 100 au Québec. Avec l'aide au transport des céréales fourragères, si le député croit que les agriculteurs du Québec ne sont pas capables de faire concurrence à ceux de l'Ouest, alors il dit du mal de sa propre province, le Québec. Je ne ferais jamais cela.

Nous sommes progressistes. Nous travaillons fort pour diversifier notre économie. Nous ne demandons pas la charité et, pour ce qui est du 1,6 milliard de dollars, le député n'a fait que répéter les mêmes arguments. Il n'a rien dit de nouveau; il n'a fait que répéter la même chose. . .

La présidente suppléante (Mme Maheu): Reprise du débat.

[Français]

M. Nick Discepola (Vaudreuil, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Guelph—Wellington.

Jusqu'à présent, on dirait que les députés du Bloc québécois choisissent les dossiers dans lesquels ils aimeraient intervenir. Dans le conflit du port de Montréal, dans le conflit du port de Vancouver, ils ont choisi de ne rien dire, mais dans le contexte du débat aujourd'hui, encore cette fois-ci, on a un autre exemple de la partisanerie avec laquelle les députés du Bloc québécois décident de choisir les dossiers qu'ils veulent défendre.

J'aimerais également apporter des précisions au sujet de la subvention laitière qui a été annoncée dans le dernier Budget.

• (1520)

Il faut tout d'abord préciser que le gouvernement actuel s'est engagé formellement à maintenir un régime de commercialisation ordonné pour les producteurs laitiers, d'œufs et de volaille. Ces productions constituent une assise très importante du secteur agroalimentaire canadien.